



Le ministère de l'économie et des finances du Royaume du Maroc lance une nouvelle étude - en collaboration avec FSD Africa - explorant les options de financement pour les petites et moyennes entreprises dans le cadre de l'économie verte en plein essor au Maroc.

- *Les petites et moyennes entreprises (PME) marocaines représentent 93 % de l'ensemble des entreprises du pays et emploient plus de 46 % de la main-d'œuvre. Elles ne génèrent que 40 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et 31 % de ses exportations.*
- *Les PME sont censées jouer un rôle important dans la réalisation des contributions déterminées au niveau national (CDN) du Maroc (l'atténuation et l'adaptation nécessiteront respectivement 38,8 et 40 milliards de dollars américains), environ 40 % des mesures d'atténuation et 55 % des mesures d'adaptation devant être mises en œuvre par des PME, soit directement, soit par le biais de la sous-traitance à de grandes entreprises.*

La publication fournit des estimations du potentiel considérable de l'économie verte du Maroc - ainsi que son alignement sur les efforts du pays pour atteindre les CDN - et explore l'offre de financement vert aux PME, si essentielle à la croissance du secteur.

Rabat, le 23 mai 2023 – Le Ministère de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc, aux côtés de ses partenaires de FSD Africa et de l'ambassade britannique au Maroc (Foreign Commonwealth Development Office), a mené une étude portant sur l'accessibilité et la diversité des offres financières disponibles pour les PME et les MPME au Maroc, et sur la capacité de ces entreprises (qui représentent 93 % de l'ensemble des entreprises du pays et emploient 46 % de sa main-d'œuvre) à accélérer la transition du Maroc vers l'économie verte.

L'offre de financement vert a augmenté dans le Royaume, avec plusieurs offres émergeant au cours des dernières années pour soutenir les projets verts. Qu'il s'agisse des institutions publiques mandatées pour soutenir les entreprises marocaines, des institutions régionales et continentales de financement du développement ou des banques commerciales locales, il existe un écosystème de plus en plus sophistiqué d'acteurs capables de stimuler la croissance des petites entreprises marocaines innovantes par le biais de la dette, des fonds propres et des subventions. Néanmoins, et face à la demande croissante d'instruments de financement verts, un effort supplémentaire doit être fourni à travers des systèmes de financement innovants pour combler le gap de financement.

L'étude aboutit à la conclusion que l'engagement du pays en faveur d'une croissance financière durable nécessitera une collaboration étroite des diverses parties prenantes. Suite à la publication de cette étude, FSD Africa contribuera à la conception d'un nouvel instrument financier qui augmentera la disponibilité et l'accessibilité du financement vert pour les PME marocaines. Conformément aux Contributions

déterminées au niveau national (CDN) actualisées du Maroc, les PME devraient jouer un rôle important dans la réalisation des CDN du Maroc, avec environ 40 % des actions d'atténuation (15,5 milliards de dollars américains) et 55 % des actions d'adaptation (22 milliards de dollars américains) à mettre en œuvre par les PME, soit directement, soit par le biais de la sous-traitance aux grandes entreprises.

Faisant des commentaires sur le projet, **Madame la Ministre de l'Economie et des Finances, Mme. Nadia Fatah**, a déclaré : "Nous notons avec satisfaction la pertinence de cette étude couvrant une analyse des lacunes de l'offre et des besoins de financement vert ciblant les PME pour la conception d'un nouvel instrument qui pourrait répondre à la demande non satisfaite des PME en termes de financements verts. En effet, ce travail tombe à point nommé pour accompagner les efforts entamés afin de mettre en œuvre l'orientation stratégique du Royaume visant à inscrire la durabilité comme pilier du développement. A cet égard, nous tenons à saluer l'appui de la coopération britannique dans la réalisation de cette étude".

L'ambassadeur du Royaume-Uni au Maroc, Simon Martin, a noté : "En mars 2023, le Royaume-Uni a publié sa stratégie actualisée pour la Finance Verte. Celle-ci met l'accent sur l'opportunité de croissance que représente la transition vers le net zéro pour les entreprises, en particulier les PME, et la nécessité d'un accompagnement dédié. Elle met également en lumière les travaux de FSD Africa au Maroc, contribuant déjà à stimuler les flux de capitaux en faveur de la croissance économique verte. Je suis ravi qu'avec cette étude, nous soyons en mesure de franchir une nouvelle étape dans le soutien à l'économie verte florissante du Maroc et d'élargir davantage notre coopération financière bilatérale".

Mark Napier, PDG de FSD Africa, a ajouté : "Le potentiel du Maroc en tant qu'économie verte est extrêmement prometteur, mais il est essentiel que l'épine dorsale économique du pays - les petites et moyennes entreprises - soit encouragée et soutenue dans ses efforts pour s'engager dans des projets et des activités vertes. Ce n'est qu'en concevant un système de financement vert que les aspirations vertes du Royaume pourront être réalisées. Cette étude constitue une intervention importante et opportune qui, nous l'espérons, suscitera des discussions parmi les décideurs politiques, les législateurs, les acteurs des capitaux privés et d'autres parties prenantes".

L'analyse GAP a permis de dégager une image claire des domaines nécessitant une action au sein de l'espace du financement vert. Certaines industries clés - telles que la construction, le transport, la production d'électricité - ont un fort potentiel d'écologisation mais sont mal desservies par les lignes de crédit vertes, alors que des domaines tels que l'agriculture sont bien couverts. En outre, l'étude conclut que des secteurs clés tels que la pêche et l'habitat durable restent pratiquement à l'écart des offres de financement vert et doivent être pris en compte. Enfin, l'étude souligne l'absence d'instruments clés tels que les produits d'assurance et de garantie verts, ou les fonds d'investissement exclusivement conçus pour les activités vertes.

L'étude formule une série de recommandations dans des domaines allant de la sensibilisation du public à la réglementation et à la fiscalité, en passant par l'assistance technique et la technologie, entre autres.



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

FSD Africa

Nelson Karanja

Directeur de la communication et de l'engagement

nelson@fsdafrica.org

Note à l'attention des rédacteurs

Au cours des trois dernières années, FSD Africa s'est activement engagée dans des initiatives de financement climatique en soutenant avec succès huit émissions d'obligations vertes et, plus récemment, en se concentrant sur cinq pays prioritaires : Le Kenya, le Nigeria, l'Éthiopie, le Ghana et le Maroc. Le soutien aux démonstrations d'obligations vertes a été très fructueux, en particulier au Nigeria et au Kenya, grâce au développement de leurs programmes respectifs en la matière. Parmi les exemples de transactions en cours de préparation, on peut citer l'aide à la vérification des obligations souveraines et des obligations d'entreprises telles que l'émission d'obligations vertes souveraines au Nigeria, l'obligation verte souveraine d'Acorn Holdings Limited et l'obligation verte souveraine du Kenya.

A propos de FSD Africa

FSD Africa est une agence de développement spécialisée qui s'efforce de mettre la finance au service de l'avenir de l'Afrique. Basée à Nairobi, l'équipe d'experts du secteur financier de FSD Africa travaille aux côtés des gouvernements, des chefs d'entreprise, des régulateurs et des décideurs politiques pour concevoir et mettre en place des programmes ambitieux qui améliorent le fonctionnement des marchés financiers pour tous. Fondée en 2012, FSD Africa est une société à but non lucratif à responsabilité limitée au Kenya. Elle est financée par une aide du gouvernement britannique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : <http://www.fsdafrica.org>